

Vivendi toujours ciblé par une OPA

Vivendi résiste. Mais pour combien de temps encore ? Le groupe vient d'annoncer que son Conseil de surveillance et son Directoire avaient rejeté à l'unanimité la proposition de démantèlement présentée par Sebastian Holdings.

Ce fonds, dirigé par le milliardaire Alexander Vik, détient environ 4% du capital du géant français de la communication. Son offre, de 33,50 euros par action, valorise le groupe à 38,6 milliards d'euros. Soit la plus grosse OPA réalisée en France. Mais Vivendi estime que cette offre « *repose sur des hypothèses économiques et juridiques irréalisables* ». « *Le Conseil de surveillance et le Directoire ont décidé de poursuivre la stratégie actuelle qui est la mieux à même de créer de la valeur pour les actionnaires de Vivendi* », conclut la société. Vik ne cache pas ses intentions. Il souhaite démanteler Vivendi et le vendre par appartements. Selon *l'Express*, il aurait déjà rencontré les dirigeants de Lagardère (actionnaire de Canal +) et de Vodafone (qui détient 44% de SFR), avec la volonté de les tester sur leurs intentions. Par ailleurs, face au refus de Vivendi, le milliardaire pourrait, toujours selon l'hebdomadaire, revoir à la hausse son offre dans les prochains jours. Et si la direction s'oppose toujours à son projet, l'OPA amicale pourrait vite se transformer en OPA hostile. **Forte hausse des trimestriels**

Premier trimestre vigoureux pour le géant qui affiche des ventes en progression de 5,7% à 4,766 milliards d'euros. Le résultat d'exploitation grimpe de 7,5% à 990 millions d'euros et le bénéfice net part du groupe croît de 41,1% à 707 millions. Les bonnes nouvelles viennent des activités historiquement faibles du groupe. Ainsi UMG (Universal Music) affiche un résultat d'exploitation de 90 millions d'euros contre 38 millions il y a un an. Celui de Vivendi Games double et atteint 23 millions d'euros. Inversement, Canal+ a vu son résultat d'exploitation passer de 103 à 33 millions d'euros. Vivendi a également présentée son plan 2006/2011, qui prévoit des investissements dans tous ses métiers, et vise 8 à 10% de croissance annuelle du résultat d'exploitation.